



## Blanquer : Réforme de l'enseignement professionnel "dans les tuyaux"

Blanquer : Réforme de l'enseignement professionnel "dans les tuyaux" : Griffes rentrées, griffes sorties. Jean Michel Blanquer a tenté de jouer la carte de l'impassibilité et de la tolérance bienveillante devant les nombreux députés de la Commission de l'éducation de l'Assemblée nationale venus l'écouter le 3 octobre. Durant plus de 2 heures il a répondu à une trentaine de députés sur des sujets très variés allant des contrats aidés au plan numérique, en passant par les Segpa, l'autonomie et le pédagogisme. Il a annoncé une "importante" réforme de l'enseignement professionnel. Tout en plaidant la confiance, le pragmatisme et l'apaisement avec les "pédagogistes", il n'a pu s'empêcher de tacler l'ancien président du Conseil supérieur de l'éducation et a laissé planer le doute sur l'avenir du CSP. L'avenir incertain du CSP "Je n'ai pas d'adversaire dans le système éducatif... Le mot que je ne prononcerai pas (pédagogisme) est entretenu à l'infini. Je n'entreprendrai pas la polémique". JM Blanquer répondait ainsi aux questions de plusieurs députés dont F Reiss, député Les Républicains, qui l'assurait "de son soutien dans sa lutte contre le pédagogisme"... Mais le ministre a eu la dent dure pour le Conseil supérieur des programmes et son ex président. "Mon but n'est aps de revoir du tout au tout les programmes", a déclaré le ministre. "Il est normal que les programmes évoluent et il y a des aspérités comme le prédicat. Le président du CSP a démissionné dans des termes que je lui renvoie. Je n'en dirai pas plus. Je vais parler avec le CSP et voir dans quel état d'esprit il est. D'autres institutions créées par la loi de refondation ont fait la preuve de leur intérêt comme le Cnesco. Pour le CSP il y a un point d'interrogation du fait des polémiques. Nous verrons". Les rased maintenus mais sous quelle forme ? Le ministre a conforté l'avenir des Segpa et des Ulis qu'il souhaite développer car "il faut être pragmatique ils n'empêchent pas l'inclusion". Sur les Rased, autre mouton noir de F Reiss, le ministre est plus ambigu. "Les maitres E et G ne sont pas remis en question", dit-il. "Nous avons besoin de leurs compétences. Mais la manière de les organiser peut être questionnée", ce qui peut aussi être compris comme une suite au rapport très négatif de C Bonnard, JF Giret et C Sauvageot. Avant 2012 la suppression des Rased avait été présentée comme un "redéploiement"... La voie professionnelle en réforme rapide JM Blanquer a évoqué "la réforme très importante de la voie professionnelle". Elle aura pour but de faire en sorte que les formations correspondent à la réussite et à l'insertion des élèves et que (l'enseignement professionnel) devienne quelque chose d'attractif". Le ministre évoque les enjeux de la révolution numérique et de la transformation écologique. La réforme devrait englober toute la voie du CAP au BTS. Elle sera menée parallèlement à celle du bac, avec le même échéancier. La concertation devrait démarrer ce mois ci et al réforme serait bouclée début 2018 pour une application en 2de pro à la rentrée 2018. Incertitudes sur le PPCR et les contrats aidés Autre sujet "dans les tuyaux" : le PPCR. Le ministre s'est montré plus prudent que sn entourage pour affirmer le maintien des accords. "Des discussions ont lieu en ce moment avec le ministre des comptes publics", explique t-il. "On doit faire une revalorisation dans les temps futurs. On le fait avec une vision pluriannuelle acr le budget a des contraintes". Dans l'esprit du ministre la revalorisation est liée à "de nouvelles organisations" à l'échelle des établissements. Une formule qui n'est aps sans rappeler les recommandations de la Cour des comptes en 2013... Interrogé à plusieurs reprises sur les contrats aidés, le ministre a estimé que "c'est le sujet le plus difficile pour la rentrée". Il a rappelé que la priorité avait été donnée à l'outre mer et aux AVS. Pour les EVS administratifs, il estime qu'il faut pousser dans le futur" vers d'autres formes de contrats passé par les mairies. "On demande aux préfets d'être attentifs et de trouver des solutions avec les communes pour qu'il y ait du personnel en place avec d es statuts divers". JM Blanquer a également évoqué le plan numérique dont on est sans nouvelles depuis des mois. "On doit avancer dans les temps à venir sur le déploiement du numérique" a t-il dit, "avec une attention particulière aux EdTech françaises". Là aussi la politique ministérielle n'est peut-être pas arrêtée. François Jarraud Sur le rapport Bonard Giret Sauvageot